



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Les espaces de travail dans les bâtiments de l'État à l'heure de la transformation.

Dossier de presse

Février 2023

Le mot des ministres



Bruno Le Maire

Ministre de l'Economie,
des Finances, de la
Souveraineté industrielle
et numérique



Gabriel Attal

Ministre délégué,
chargé des
Comptes publics

L'**immobilier public**, qui constitue le cadre de travail de nos agents et où se rendent les Français, doit s'adapter aux mutations de l'administration et aux exigences de transitions numérique et environnementale. Il s'agit ainsi de transformer un immobilier public de bureaux (23 millions de m² SUB) pour le rendre plus durable, plus flexible et plus adaptable aux différents modes d'organisation du travail qui ont été profondément impactés par l'usage des outils numériques et l'essor du télétravail suite à la crise sanitaire liée à la COVID 19.

Grâce à des projets innovants tels ceux issus de l'appel à projets lancé par la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) et la Direction interministérielle à la transformation publique (DITP) ou encore celui de la DIE pour ses propres locaux à titre de « vitrine » des nouveaux espaces de travail, l'approche du bureau est totalement renouvelée. Il ne s'agit plus de raisonner en fonction de la place de l'agent dans la hiérarchie, mais en fonction de son besoin et des usages, avec un environnement de travail adapté à son métier et à ses différentes positions de travail au sein d'une même journée. ■



Stanislas Guerini

Ministre de la
Transformation et
de la Fonction
publiques

Nous devons adapter les espaces de travail des administrations publiques aux nouveaux usages et modes de travail : le télétravail, le numérique, la transition écologique, les nouvelles attentes des agents publics, nous invitent donc à repenser les espaces de travail pour imaginer des locaux plus flexibles, ergonomiques, durables et adaptés. C'est à la fois un enjeu fondamental d'attractivité, mais aussi d'efficacité pour la fonction publique.

Le projet d'aménagement mené par la DIE est à ce titre précurseur d'une démarche plus globale d'adaptation des locaux que je souhaite généraliser. Par le portage collectif et participatif de la démarche et par la réponse qu'il apporte aux enjeux de qualité de vie au travail et de soutenabilité, ce projet s'inscrit pleinement dans "Fonction Publique+", le programme d'amélioration du quotidien des agents publics que je pilote dans le cadre de la réforme sur l'attractivité de la fonction publique.

Ces travaux d'adaptation des locaux publics doivent se déployer sur tout le territoire. L'appel à projets co-piloté par la DIE et la DITP est à ce titre une formidable opportunité pour adapter et moderniser les espaces de travail des administrations. Nous devons faire connaître ces initiatives pour encourager l'ensemble des employeurs publics, en lien avec les agents publics concernés, à s'y engager ! ■

A modern office interior with a grid ceiling, glass partitions, and ergonomic chairs. The scene is brightly lit, suggesting a professional and contemporary work environment.

Sommaire

1. Les nouveaux espaces de travail dans l'immobilier public
2. Les projets innovants sélectionnés dans l'appel à projets DIE-DITP
3. Les locaux de la Direction de l'immobilier de l'État : une vitrine des nouveaux espaces de travail

1. Les nouveaux espaces de travail dans l'immobilier public : les enjeux

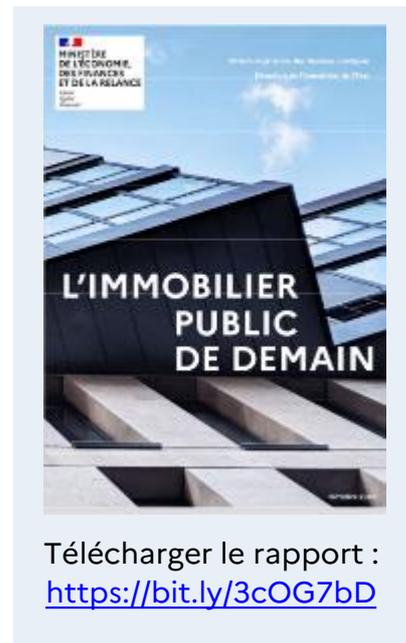
Les espaces de travail du secteur public sont encore marqués par le cloisonnement des bureaux, une distribution calquée sur l'organisation hiérarchique, l'absence de diversité des positions de travail et le manque d'espaces collaboratifs.

Pourquoi changer ?

Ces aménagements ne sont plus adaptés aux **nouveaux modes de travail** (travail en mixte présentiel / à distance dit « hybride », en mode projet ou agile), à la transformation numérique, ni à la **variété des positions de travail des agents** au sein d'une même journée.

De plus, le **télétravail conduit à une sous-occupation des postes de travail individuels** au détriment des espaces, collaboratifs, de convivialité ou pour s'isoler alors même que le télétravail génère un **besoin de collectif** lors du retour au bureau.

Enfin les administrations doivent offrir à leurs personnels un **cadre de travail qualitatif, confortable, ergonomique et connecté**. Un besoin de modernisation renforcé par le renouvellement de génération et l'impératif **d'attractivité du secteur public**.



Le réaménagement des espaces de travail

Un levier d'accompagnement et d'accélération de ces transformations, dans le cadre de la démarche continue d'optimisation des surfaces occupées par l'État.

L'immobilier



Un outil d'efficacité au service de la transformation de l'action publique et de l'accompagnement de l'évolution des missions de service public.



Un levier pour favoriser de nouvelles façons de travailler et de manager, plus collaboratives et transverses.



Offrir des conditions de travail plus qualitatives à l'ensemble des collaborateurs de la sphère publique.

1. Les nouveaux espaces de travail dans l'immobilier public : les axes forts

- Place à la lumière naturelle, au décroissement des espaces et à la modularité des aménagements
- Une redistribution des surfaces au profit du collectif :
 - Echanger, co-construire dans des salles dédiées au travail collaboratif
 - S'isoler, seul ou à plusieurs dans des bulles /box de différentes tailles
 - Se concentrer dans des salles « silence » de type bibliothèque
 - Se détendre et se réunir informellement dans des espaces de convivialité
- Une variété de postures de travail dans des espaces plus ouverts et dynamiques
- Une conception agile des environnements de travail : flexibles, pour répondre aux besoins d'aujourd'hui comme aux organisations de demain
- Pas de modèle unique : chaque administration met en place les aménagements adaptés aux missions et aux modes de travail de ses services
- Les nouveaux espaces de travail : un projet managérial et organisationnel avant d'être immobilier
- Un projet stratégique : porté par le top-management, le projet immobilier s'inscrit dans la stratégie globale de la direction.



Sur les 94 millions de m² SUB de l'État et ses opérateurs, les bureaux représentent 22,5 millions de m² SUB.

Bureaux



22,5

millions de m² SUB

Logement



17,9

millions de m² SUB

Enseignement



19,8

millions de m² SUB

Autres



34,1

millions de m² SUB

2. Les projets innovants sélectionnés dans l'appel à projets DIE-DITP

Mobilisé par la direction interministérielle de la transformation publique (DITP), le Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP) a contribué à l'émergence de projets de nouveaux espaces de travail dans les bâtiments de l'État. C'est dans ce cadre qu'un appel à projet "**nouveaux espaces de travail dans les bâtiments de l'État - Aménagement et accompagnement de la transformation publique** » a été lancé en avril 2022 conjointement avec la DIE, chef de file de la filière immobilière de l'État mettant ainsi en œuvre les recommandations de son rapport sur l'immobilier public de demain.

Quels objectifs ?

- Favoriser des exemples de locaux innovants dans les bâtiments de l'Etat
- Essaimer une dynamique de changement sur tout le territoire en montrant que d'autres aménagements sont possibles dans une grande variété de missions de services publics

43 projets sélectionnés
20 M€ dont 10 M€ financés par le FTAP



MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUES

Cet appel à projets permettra aux administrations de :

- Répondre aux nouveaux modes d'organisation du travail par des locaux professionnels mieux adaptés
- Offrir aux agents publics un cadre de travail de qualité et répondant à leurs nouvelles attentes
- Optimiser l'occupation des surfaces tertiaires de l'État, à la fois dans une logique économique mais également de transition écologique
- Être plus attractives vis-à-vis des nouvelles générations

Critères de sélection

- Portage du projet à un niveau stratégique
- Exemplarité du projet sur le plan immobilier (réponse adaptée aux usages et modes de travail et optimisation des surfaces au regard du ratio SUB/ résident)
- Qualité de l'accompagnement à la transformation managériale
- Gains constatés à l'issue du projet (économies de loyers et de charges par exemple en cas de regroupement / densification)
- Performance environnementale au regard des gains énergétiques, de son inscription dans une démarche d'économie circulaire, notamment pour le mobilier et, pour les occupants, dans une démarche d'usage éco-responsable

2. Les 43 projets

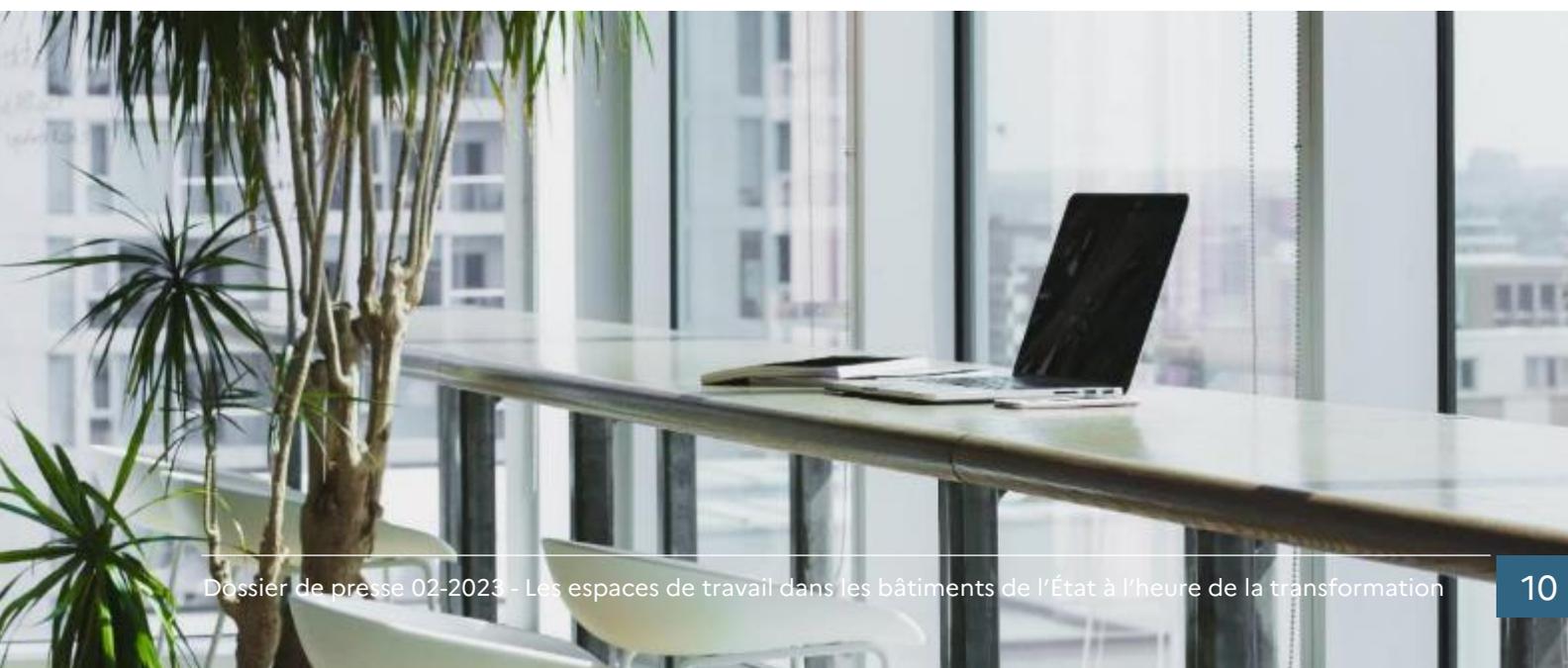
Entité	Ministère	Direction	Service	Commune
Auvergne-Rhône-Alpes				
DRFiP ARA ET RHÔNE	Économie et Finances	DGFIP	DRFiP ARA ET RHONE	Lyon (69003)
RECTORAT GRENOBLE	Education nationale	Rectorat de Grenoble	Direction Régionale Académique de l'Immobilier	Grenoble (38000)
RECTORAT LYON	Education nationale	Rectorat de Lyon	Direction Régionale Académique de l'Immobilier	Lyon (69007)
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE CLERMONT-FERRAND	Ministère Education Nationale Jeunesse et Sports	Académie de Clermont-Ferrand	Direction Régionale académique de l'Immobilier	Clermont-Ferrand (63000)
DDFIP ALLIER	Interministériel	DDFIP ALLIER	Antenne DDETSPP 03 et DDFiP 03	Montluçon (03100)
Bourgogne-Franche-Comté				
COUR D'APPEL DE BESANÇON	Ministère de la Justice	Direction des services judiciaires	Tribunal judiciaire de Belfort CA de Besançon	Belfort (90000)
Bretagne				
RECTORAT RENNES	Education nationale	Rectorat région académique Bretagne / Académie de Rennes	Services du Numérique (DSII, DANE, SE3P)	Rennes ^{SEP} (35000)
RECTORAT RENNES	Education nationale	Rectorat Bretagne / Académie Rennes	Service Numérique DSII	
DSDEN DU FINISTERE	Education nationale	Rectorat Bretagne / Académie Rennes	Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Finistère	Quimper (29000)
Centre-Val de Loire				
SGCD CHER	Ministère de l'Intérieur	SGCD CHER	Direction	Bourges (18000)
Grand Est				
DIRECTION DEPARTEMENTALE TERRITOIRES MEURTHE-ET-MOSELLE	Transition écologique	Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle	DDT54	Nancy (54000)
PREFECTURE BAS-RHIN	Ministère de l'Intérieur	Préfecture du Bas-Rhin	SGCD	Strasbourg (67000)
COUR D'APPEL DE METZ	Ministère de la justice	Direction des services judiciaires	Tribunal Judiciaire	Metz (57000)
Hauts-de-France				
SDNC	Économie et Finances	DGFIP	SDNC	Amiens (80000)
PREFECTURE NORD	Ministère de l'Intérieur	Préfecture du Nord	Secrétariat général	Lille (59000)
PREFECTURE SOMME	Interministériel - Cité administrative d'AMIENS	SGCD Préfecture Somme	Conduite de projet - Pôle de l'immobilier de l'État SGCD	Amiens (80000)

2. Les 43 projets

Entité	Ministère	Direction	Service	Commune
Île-de-France				
MINISTERE ARMEES	DES Ministère des Armées	Secrétariat général	Service infrastructure de la défense / Centre national de production d'infrastructure de la défense	Versailles (78000)
DDFiP SEINE ET MARNE	Économie et Finances	DDFiP SEINE ET MARNE	Division BIL	Melun (77000)
MINISTERE EDUCATION NATIONALE	Education nationale	Secrétariat général	Secrétariat général	Paris (75007)
MINISTERE TRANSITION ECOLOGIQUE	Transition écologique	Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités	Sous-dir. Multimodalité, Innovation, Numérique, Territoires	Puteaux (92800)
DGAC	Transition écologique	DGAC	SNIA	Athis-Mons (91200)
FRANCE STRATEGIE	SPM	CGSP	France Stratégie	Paris (75007)
Martinique				
SGCD MARTINIQUE	Secrétaire d'État à la Mer	DIRECTION DE LA MER	Service des phares et balises	Fort-de-France (97200)
DAC MARTINIQUE	Ministère de la culture	Direction des affaires culturelles de la Martinique	SGC	Fort-de-France (97200)
DGAC	Transition écologique	DGAC	Service national d'ingénierie aéroportuaire	Le Lamentin (97232)
Normandie				
COUR D'APPEL DE CAEN	Ministère de la Justice	Direction des services judiciaires	Service administratif régional de Caen	Caen (14000)
COUR D'APPEL DE CAEN	Ministère de la Justice	Direction des services judiciaires	Tribunal judiciaire de Coutances	Coutances (50200)
Nouvelle-Aquitaine				
DDFIP CHARENTE	Économie et Finances	Direction Générale des Finances Publiques	DDFIP Charente	Angoulême (16000)
DRFIP NA ET GIRONDE	Économie et Finances	DRFIP	CDFIP et Direction	Cenon (33150)
DIRECTION INTERREGIONALE DES DOUANES	Économie et Finances	Direction interrégionale des douanes de Nouvelle-Aquitaine	CSRH	Bordeaux (33100)
SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DE TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE	LA MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET DE LA COHESION DES TERRITOIRES	SECRETARIAT GENERAL	Service du Numérique	Saint-Médard-en-Jalles (33160)

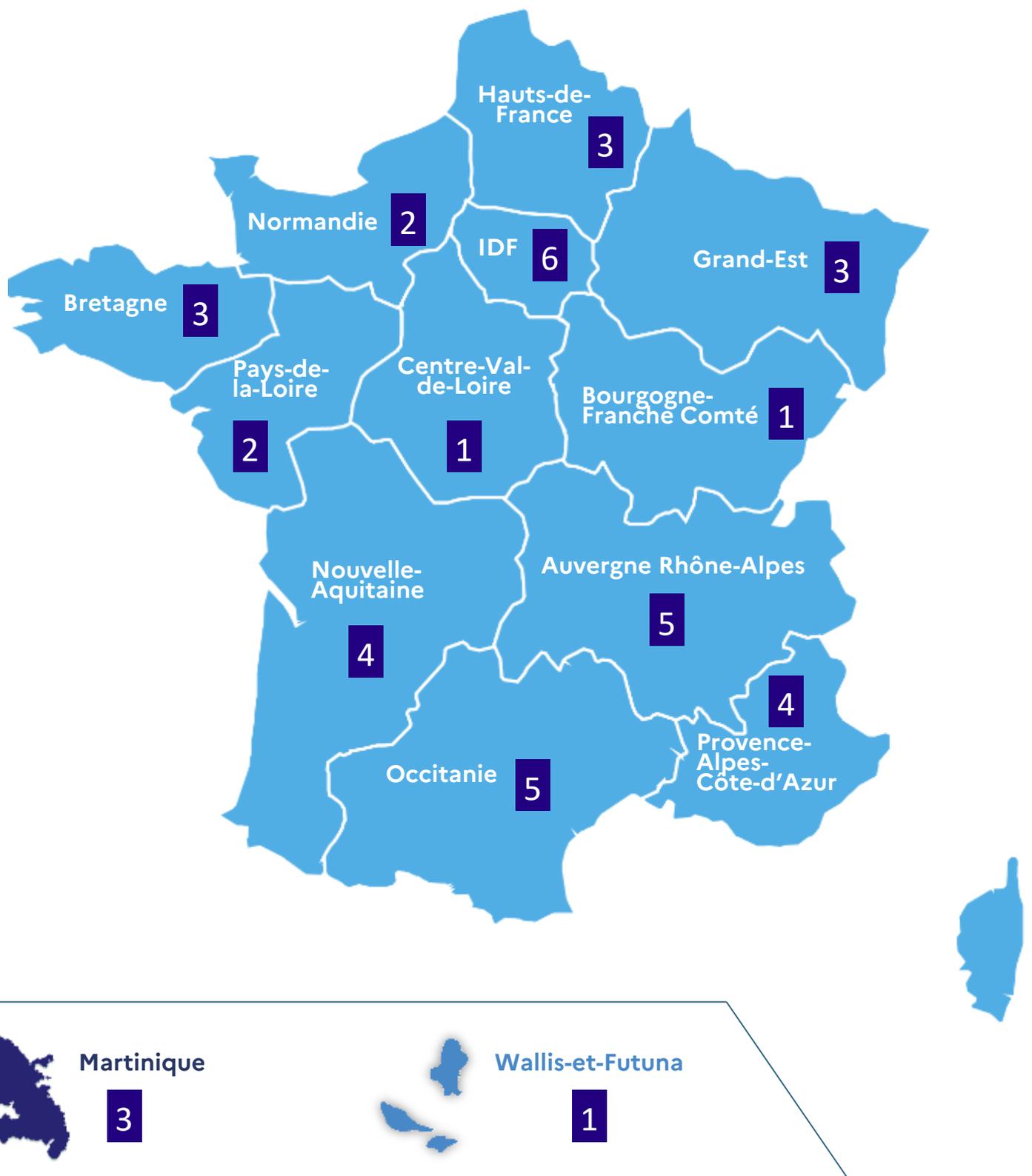
2. Les 43 projets

Entité	Ministère	Direction	Service	Commune
Occitanie				
COUR D'APPEL DE PAU	Ministère de la Justice	Tribunal judiciaire de Tarbes	Services civils	Tarbes (65000)
DGAC	Transition écologique	DGAC	Service National d'Ingenierie Aéroportuaire	Blagnac (31700)
DRFIP OCCITANIE ET HAUTE GARONNE	Économie et Finances	DRFIP Haute-Garonne	MRPIE	Toulouse (31000)
PREFECTURE REGION OCCITANIE	Ministère de l'Intérieur	Préfecture région Occitanie	SGAR	
SNIA DNSA TOULOUSE - DTI	Transition écologique			
PACA				
DDFiP VAUCLUSE	Économie et Finances	DDFiP VAUCLUSE	Division BIL	Cavaillon (84300)
DRFIP PACA ET BOUCHES DU RHONE	Économie et Finances	DRFIP PACA ET BOUCHES DU RHONE	Division de l'immobilier et des conditions de vie au travail	Marseille (13008)
MINISTERE DES ARMEES	Ministère des Armées	Direction Générale de l'Armement	Service de la qualité	Cannes (06400)
PREFECTURE ALPES-MARITIMES	Ministère de l'Intérieur	SGCD06	SAIL	Nice (06000)
Pays de la Loire				
RECTORAT NANTES	Education Nationale	Direction de l'Organisation Générale et de l'Enseignement Supérieur (DOGES)	Service Immobilier des Bâtiments Administratifs Académiques (SIBAA)	Nantes (44000)
SRE	Économie et Finances	DGFIP	Service des Retraites de l'État	
Wallis et Futuna				
PREFECTURE WALLIS ET FUTUNA	Ministère de l'Intérieur	Préfecture des îles Wallis et Futuna	Administration supérieure	Mata'Utu (98600)



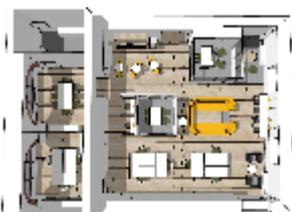
2. Répartition par région

Les régions métropolitaines sont bien représentées.
En Outre-Mer, des dossiers sont retenus en Martinique
et à Wallis-et-Futuna.



2. Exemples de projets sélectionnés

Les pages suivantes présentent quelques exemples de projets retenus, concernant tant des réaménagements d'espaces de travail, de convivialité et d'accueil du public que de créations de nouveaux espaces dans des bâtiments en cours de construction.



Exemple 1 : DRFIP - Direction régionale des finances publiques (Toulouse - Haute-Garonne)



Exemple 2 : DRFIP - Direction régionale des finances publiques (Lyon - Rhône)



Exemple 3 : SNUM - Service du NUMérique du Ministère de la Transition écologique (St Médard en Jalles - Gironde)



Exemple 4 : Services de la nouvelle cité administrative (Amiens - Somme)



Exemple 5 : DGAC - Direction générale de l'aviation civile (Toulouse - Haute-Garonne)

Projet co-financé par le Fonds pour la Transformation de l'action publique



Le Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP), piloté par la DITP, investit de manière inédite pour soutenir les projets innovants des administrations de l'État. Depuis 2017, 120 projets d'intérêt général ont été financés au service de la transformation publique et des politiques prioritaires du Gouvernement. **L'objectif :** améliorer le service aux usagers, l'environnement de travail des agents et l'efficacité de l'action publique. <https://www.modernisation.gouv.fr/transformer-laction-publique/fonds-pour-la-transformation-de-laction-publique>

Exemple 1 : **DRFIP** - Direction régionale des finances publiques

OCCITANIE
Toulouse



Nature du projet :

Regroupement de deux équipes sur un plateau en rez-de-chaussée peu exploitable, avec la création d'un espace innovant.

Montant financé : < 200 000 €



12

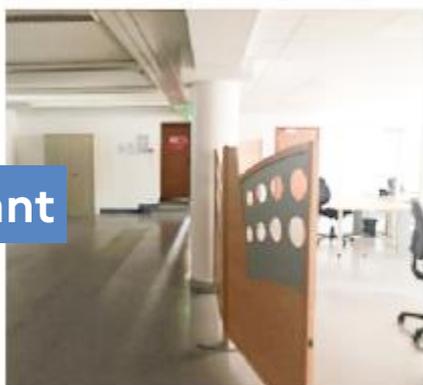
AGENTS
BÉNÉFICIAIRES



144

M²
SUB

Avant



Après



Exemple 2 : **DRFIP** - Direction régionale des finances publiques

**AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**
Lyon



Nature du projet :

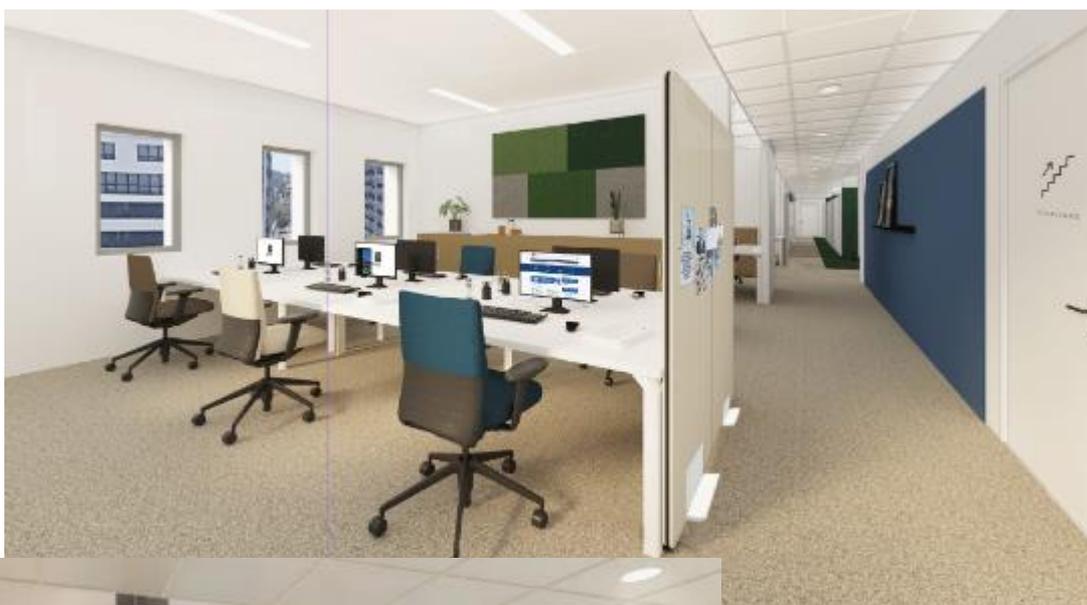
Aménagement et densification des locaux de la Direction régionale des finances publiques au sein de la nouvelle cité administrative de Lyon en construction.

Montant financé : < 1,5 MILLION €

 **744 AGENTS**
BÉNÉFICIAIRES



12 480 M²
SUB



Exemple 3 : **SNUM** - Service du NUMérique du Ministère de la Transition écologique

NOUVELLE AQUITAINE
Saint-Médard-en-Jalles



Nature du projet :

Réaménagement d'espaces ouverts pour renouveler les modes de travail et créer une nouvelle dynamique d'équipe.

Montant financé : < 1 MILLION €



97 AGENTS
BÉNÉFICIAIRES



1 537 M²
SUB



Légende

Espaces flex

- Bureau individuel (27'00)
- Bureau 2 (36'00)
- Bureau 3 (45'00)
- Bureau 4 (54'00)
- Bureau 5 (63'00)
- Bureau 6 (72'00)
- Bureau 7 (81'00)
- Bureau 8 (90'00)
- Bureau 9 (99'00)
- Bureau 10 (108'00)
- Bureau 11 (117'00)
- Bureau 12 (126'00)
- Bureau 13 (135'00)
- Bureau 14 (144'00)
- Bureau 15 (153'00)

Lab SNUM et Espace Projet Numérique

- Bureau individuel
- Bureau 2
- Bureau 3
- Bureau 4
- Bureau 5
- Bureau 6
- Bureau 7
- Bureau 8
- Bureau 9
- Bureau 10
- Bureau 11
- Bureau 12
- Bureau 13
- Bureau 14
- Bureau 15

Espace de convivialité

- Bureau individuel
- Bureau 2
- Bureau 3
- Bureau 4
- Bureau 5
- Bureau 6
- Bureau 7
- Bureau 8
- Bureau 9
- Bureau 10
- Bureau 11
- Bureau 12
- Bureau 13
- Bureau 14
- Bureau 15

Exemple 4 : Services de la nouvelle cité administrative

HAUTS-DE-FRANCE
Amiens



Nature du projet :

Équipement mobilier adapté aux nouveaux usages et aux différentes organisations du travail des services, y compris flex-office.

Montant financé : < 500 000 €

 **252 AGENTS**
BÉNÉFICIAIRES  **2 500 M² SUB**



Exemple 5 : **DGAC** - Direction générale de l'aviation civile

OCCITANIE
Toulouse



Nature du projet :

Réaménagement de l'espace de travail de l'équipe de direction, avec optimisation des surfaces et multiplication de la variété des positions de travail.

Montant financé : < 200 000 €



43 AGENTS
BÉNÉFICIAIRES



650 M²
SUB



Atelier



Salle collaborative



Salle de réunion



3. Les locaux de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) : une vitrine des nouveaux espaces de travail

Le réaménagement des locaux de la Direction de l'Immobilier de l'État, rattachée à la Direction générale des Finances publiques au sein de Bercy : une vitrine des nouveaux espaces de travail dans la sphère publique.

Cinq objectifs



1. Optimiser et adapter les espaces aux nouveaux usages et nouveaux modes d'organisation du travail (développement du télétravail et du travail en mode projet) avec des bureaux ouverts et partagés, y compris pour la direction.



2. Faire de la DIE le lieu du collectif en réunissant les équipes réparties sur différents bâtiments à Bercy et en augmentant les espaces collaboratifs.



3. Moderniser les espaces en améliorant le confort et le bien-être au travail, **avec plus de lumière naturelle** et une attention portée à **l'acoustique**.



4. Adopter une démarche d'économie circulaire grâce au recours au site des dons et au mobilier issu du réemploi.

5. Poursuivre la modernisation et le changement du site Bercy avec un nouveau projet pour la DIE, emblématique du nouveau Bercy

3. Les locaux de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) : une vitrine des nouveaux espaces de travail (suite)

Destiné à accueillir les 130 collaborateurs de la DIE, le projet a été piloté par la DIE et le Secrétariat général du Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique avec l'appui d'un aménageur, la société Génie des Lieux.

Le Secrétariat général en charge de la politique immobilière du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et de la gestion de différents bâtiments dont le site Bercy a engagé une démarche projet pour accompagner la DIE dans le réaménagement de ses locaux et a coordonné les travaux. **Ce projet constitue une nouvelle étape des changements entrepris** depuis quelques années pour faire évoluer le site Bercy.

Une belle aventure pour les équipes de la DIE, largement associées à la conception des espaces de travail

- **Méthode participative à toutes les étapes du projet** : recueil des besoins, avant projet sommaire (APS), avant projet définitif (APD).
- **Entretiens et ateliers collaboratifs** visant à :
 - **identifier les activités et les attentes**
 - **réfléchir à la localisation des équipes** au sein des nouveaux espaces
 - **travailler concrètement, à partir de maquettes, sur les aménagements** des futurs territoires d'équipe.



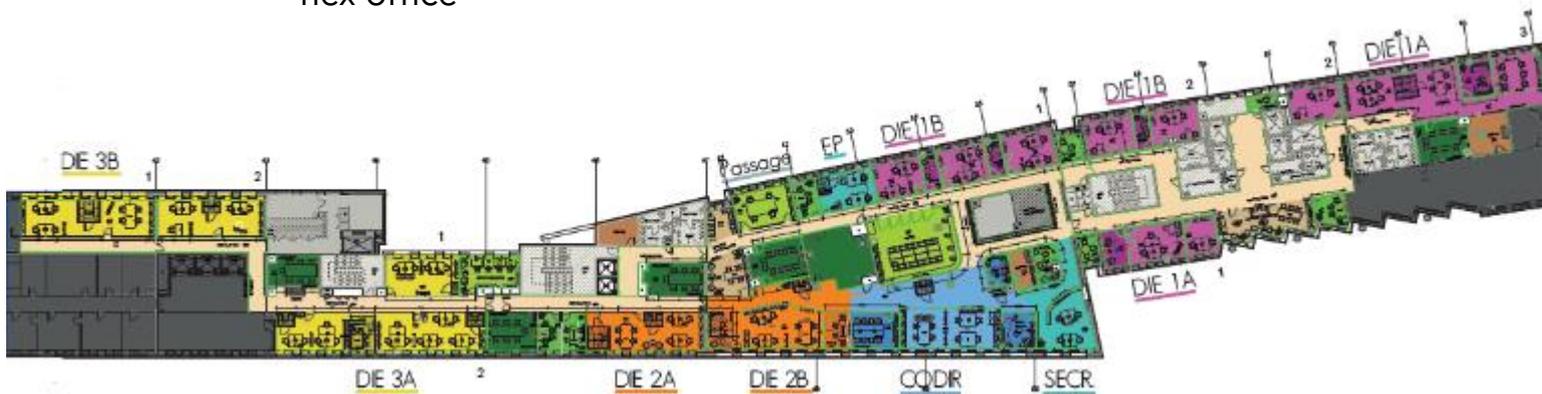
L'emménagement des équipes le 5 janvier 2023 a été accompagné d'une charte des bons usages des locaux.

Le numérique, volet essentiel du projet

- Equipements individuels en ordinateurs, téléphones portables et casques
- Wifi dans tous les espaces
- Equipements pour visio-conférences dans salles collaboratives
- Dispositif de réservation des salles de réunion

3. Les locaux de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) : une vitrine des nouveaux espaces de travail (suite)

- Chaque équipe dispose d'un « territoire », espace ouvert et partagé, pour travailler individuellement dans une ambiance calme :
 - Le flex-office y est de mise pour les agents télé-travaillant 2 ou 3 jours par semaine
 - Les autres agents y ont un emplacement de travail attribué
 - L'équipe de direction, y compris le Directeur de l'immobilier de l'Etat, est installée selon ces principes de territoire ouvert et de flex-office



- Les positions de travail englobent les postes de travail individuels et les postes de travail alternatifs mis à disposition dans d'autres espaces : salles de réunion, espaces collaboratif à 2 ou 3, box pour s'isoler, salle « silence ».



©BIET/SIEP/SG-SEUX

130
collaborateurs

233
positions de travail



104
postes individuels



129
positions collaboratives

3. Les locaux de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) : une vitrine des nouveaux espaces de travail (suite)

→ Des espaces collaboratifs nombreux et variés :

- Les espaces collectifs représentent 35 % de la surface du projet
- Des salles de réunion classiques pour 7 à 12 personnes
- Des salles de 2 à 4 personnes
- Un espace « silence » pensé comme une bibliothèque
- Un espace « Ruche » pour accueillir les grandes assemblées mais aussi les ateliers d'idéation et de créativité : lieu central et modulable avec notamment banquettes et tablettes mobiles
- Des espaces collaboratifs pour 1 à 4 personnes à l'intérieur des territoires d'équipe
- Un espace accueil et de convivialité à l'entrée des locaux, pour se détendre, travailler ponctuellement, se réunir ou se restaurer



© BIET/SIEP/SG-SEUX

3. Les locaux de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) : une vitrine des nouveaux espaces de travail (suite)

Un projet au service du bien-être au travail

→ Pour plus de confort :

- Ouverture à la **lumière naturelle**
- Soins particuliers portés à la **qualité de l'acoustique**

→ Le mobilier :

- **Moderniser** les espaces, **accroître l'ergonomie**
- Adopter une **démarche d'économie circulaire**

Mobilier issu du réemploi

→ En réemploi indirect :

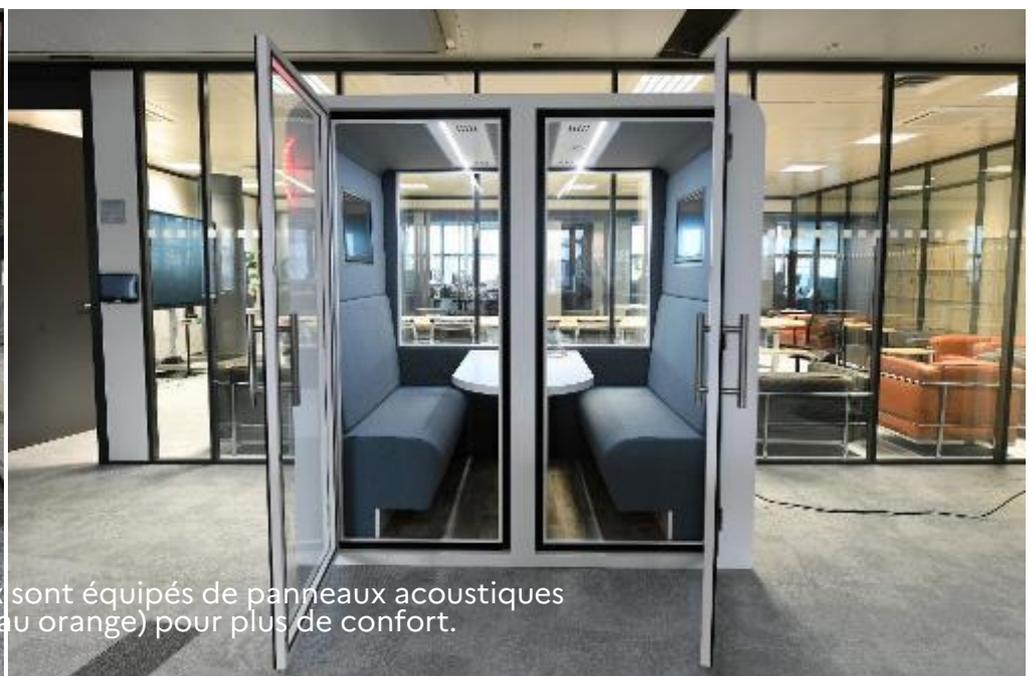
- **Via un marché innovant** : société Bluedigo (tables, fauteuils, cabines acoustiques,...)
- **Via un don entre administrations** : Fauteuil de réunion (Musée du Louvre)

→ En réemploi direct :

- **Interne Bercy** : canapés, fauteuils
- **Interne DIE** : fauteuils ergonomiques dans les salles de réunion et bulles collaboratives



Les locaux sont équipés de panneaux acoustiques (ici panneau orange) pour plus de confort.



3. Les locaux de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) : une vitrine des nouveaux espaces de travail (suite)

L'insertion du projet dans le cadre du réaménagement plus large des espaces et locaux

Le Secrétariat général en charge de la politique immobilière ministérielle, de la maîtrise d'ouvrage et de la gestion des sites d'administration centrale dont Bercy a engagé depuis 2018 une transformation des espaces de travail pour mieux répondre aux usages et besoins des directions et services et des personnels. Ainsi, différents projets de rénovation des espaces de travail ont été menés à Bercy et dans d'autres sites, pour les salles de réunions, labs et espaces collaboratifs, espaces détente et restauration et espaces de travail des directions. **Ces évolutions sont en phase avec les orientations de la DIE.**

La rénovation des espaces de travail de la DIE à Bercy est une nouvelle étape très importante de ce programme de rénovation et réaménagement qui incarnera le Bercy de demain + photos 1 salle Twenty, cafétéria Vauban et BercyLab ou Lieu DITP.



Pour en savoir plus
sur la politique
de l'immobilier de l'État :

www.immobilier-etat.gouv.fr

Suivez l'actualité de l'immobilier de l'État sur 

Pour en savoir plus sur le Fonds pour la
transformation de l'action publique
de l'immobilier de l'État (FTAP):

www.modernisation.gouv.fr

Suivez l'actualité de la DITP sur  